



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2016
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-cinquième session

1^{er}-10 février 2017

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée

générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté
visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par Hydroaid, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Au cours de l'année écoulée, dans notre travail d'association à but non lucratif dédiée à la gestion durable des ressources en eau, nous avons été beaucoup sollicités pour soutenir les efforts de coopération en matière de migration. Avec la crise migratoire actuelle, fournir des services inclusifs et durables aux réfugiés comme aux communautés d'accueil est devenu une priorité absolue pour le développement social. Notre contribution à cet égard consiste à réorienter les systèmes de gouvernance locale en équilibrant les besoins apparus lors de la transition vers une nouvelle organisation de la communauté et la nécessité de garantir l'application constante de politiques publiques intégrées pour la gestion des services de base.

Dans ce contexte, une attention particulière est portée à l'inclusion des réfugiés, en particulier les femmes, les filles et les jeunes, ainsi que le recours à des moyens spécifiques facilitant leur dialogue avec les autorités, les entreprises privées et les universités, afin que leur intégration puisse être véritablement durable et moteur de développement. Il a été constaté que bon nombre des 17 objectifs de développement durable (ODD) ont peu de chances d'être atteints sans une utilisation effective et efficace des ressources en eau (objectif 6 de développement durable).

Lorsque nous parlons d'eau, ce n'est pas seulement à un bien commun ou à un droit de l'homme que nous pensons. Ces dernières décennies, la notion d'eau a dépassé le domaine des sciences naturelles, auquel elle était jusque-là rattachée, pour prendre de plus en plus de place au sein des sciences humaines et être maintenant associée aux idées de nécessité, de consommation et de droit. À y regarder de plus près, ces dernières suggèrent toutes une relation entre les êtres humains et leurs activités, ignorant dans une certaine mesure l'existence même de l'eau en tant que telle, c'est-à-dire un élément naturel fondamentalement indépendant de la présence ou non de l'homme. Dans cette perspective différente, la relation entre les hommes et l'eau ne peut plus être exprimée en termes d'exploitation (quelle que soit sa durabilité), de besoin ou de droit de l'homme, mais en termes de respect, de responsabilité et de dignité. On ne peut nier que l'eau soit un élément naturel essentiel lorsqu'on observe le fonctionnement de la planète, que ce soit du fait de sa répartition sous forme liquide, gazeuse et solide en tant que ressource, du délicat système climatique régissant la vie sur Terre qui la fait intervenir, ou de sa place dans l'histoire des sociétés humaines. Pendant des siècles, des civilisations ont vu le jour et se sont développées à proximité de grandes masses d'eau et aujourd'hui encore les rivières, les lacs et les océans déterminent pour une grande part notre mode de vie et notre bien-être, en particulier dans le cas des populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

Dans sa résolution 64/292 de 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme étant un droit de l'homme fondamental, et plusieurs modèles ont été élaborés pour optimiser la gestion des ressources en eau. Toutefois, dans les nouveaux objectifs de développement durable concernant les interactions entre l'eau, l'énergie et l'alimentation, les limites des approches adoptées jusqu'à présent résident dans le caractère utilitariste du contexte dans lesquelles ces dernières sont produites. La satisfaction des besoins primaires liés à l'eau a dépassé un seuil critique lorsque les hommes ont commencé à modifier leur environnement de manière significative. L'eau, or bleu du XXI^e siècle, est une ressource stratégique reflétant la complexité

du monde moderne. Avec l'accroissement de la population, les innovations technologiques et le développement de la consommation, les besoins secondaires se sont multipliés au fur et à mesure que l'homme inventait de nouveaux systèmes d'exploitation, transformant les ressources en produits dont la nécessité est provoquée artificiellement et non essentielle à la survie. On retrouve le désir de dominer la nature dans la majeure partie de notre histoire, mais les effets de ce phénomène sont seulement apparus ces 200 dernières années. En outre, la dynamique de la planète en elle-même donne lieu à de grands changements climatiques et environnementaux, mais ceux-ci s'étendent généralement sur des milliers, voire des millions d'années. La rupture de l'équilibre naturel, causée par des activités anthropiques incompatibles avec le rythme de la planète, est encore plus flagrante et inquiétante si on pense à la complexité du système de la Terre. Dans ce système, chaque action, quelle que soit son ampleur, a la capacité de générer des réactions et des conséquences, qui peuvent être parfois indirectes et souvent imprévisibles. Modifier les systèmes naturels et leurs interactions est donc une activité à haut risque, capable de compromettre la sécurité des générations actuelles et futures. C'est cette conviction qui anime le principe d'une culture générale de l'eau, selon laquelle cette dernière n'est pas un bien matériel qu'on peut utiliser mais un élément naturel qu'on ne peut négliger et qui doit être protégé, quels que soient les intérêts, les besoins, les politiques et les visions (spécifiques à chaque groupe ou communauté) qui la menacent.

C'est cette culture de l'eau que nous nous efforçons de promouvoir dans le cadre de nos activités, en plus du savoir-faire relatif à sa gestion et d'initiatives complémentaires visant à lutter contre la pauvreté. Comme indiqué dans la Déclaration du Saint-Siège lors du dialogue interactif de 2016 sur la situation des droits de l'homme, l'eau devient « un défi socio-économique, environnemental et éthique, qui concerne non seulement les institutions, mais la société tout entière ».

Les trois quarts de l'ensemble des emplois ont un rapport avec l'eau (Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau de 2016). Ces données mettent en évidence notre impact sur ces ressources surexploitées, aux fortes incidences économiques et sociales, ainsi que notre dépendance. Un système dont la stabilité repose sur une croissance illimitée mais fondé sur des ressources limitées est en lui-même contradictoire. La viabilité économique et la viabilité environnementale, toutefois, ne sont pas incompatibles. Au contraire, elles se rejoignent en un seul et unique engagement réel : la conservation de l'eau. Cela implique un changement d'état d'esprit et une adaptation de nos besoins aux ressources, et non pas l'inverse. La réponse ne peut qu'être mondiale et nécessite une stratégie au sein de laquelle les actions de chacun sont bénéfiques pour beaucoup.

Éradiquer la pauvreté et atteindre un développement durable est un objectif ambitieux qui comporte de nombreuses difficultés; les migrations et les changements climatiques ne sont que deux d'entre elles. Changer notre état d'esprit et soutenir la diffusion d'une culture de l'eau sont quelques-unes des réponses qui devraient selon nous être mises en place.